

POLITIQUES HYPOCRITES

Régulièrement, les médias et les politiques nous expliquent que la France, et notamment Paris, connaissent une grave **crise du logement**.

Un peu comme une catastrophe naturelle ou une maladie contre laquelle on ne pourrait rien faire, ou pas grand chose...

Comme si il était naturel que des gens dorment dans la rue alors que des milliers d'immeubles sont vides.

Comme si la hausse exorbitante des loyers tombait du ciel. Et que les expulsions, l'endettement à vie, les logements insalubres et leur cortège de maladies, les incendies et les logements trop petits et surpeuplés étaient des fléaux inévitables...

Comme si la spéculation immobilière et les profits monstrueux qu'en tirent quelques promoteurs, banquiers, sociétés foncières, agences immobilières, notaires, rentiers, millionnaires ou milliardaires, étaient une loi de la nature que l'on ne pouvait remettre en question.



D.A.L.O. = PIPEAU...



En 2007, pour mettre fin au campement de centaines de tentes de S.D.F, à Paris le long du canal St-Martin et dans plusieurs villes de France, le gouvernement instaure le "**Droit Au Logement Opposable**" (**D.A.L.O.**). Cette loi, voulue par la gauche et par la droite, nous a été présentée comme une grande avancée qui, en inscrivant le "droit au logement" dans la loi, permettrait à des pas-logés ou à des mal-logés(sous conditions) de faire condamner l'Etat si celui-ci ne leur trouvait pas un logement dans un certain délai...

Concrètement, depuis la promulgation de cette loi, des milliers de sans domiciles et de mal-logés ont "condamné" l'Etat à payer une amende (devant aller à un fonds pour construire du logement social), mais n'ont toujours pas de logement. L'instauration du DALO n'a pas créé de logements, ni fait baisser les prix de l'immobilier. Tout ce que le DALO a créé, c'est plus de paperasserie...

Et la nouvelle loi Duflot ?

sympa pour les propriétaires, pas pour les mal-logés...

La loi Duflot en quelques mots:

- Des réductions d'impôt pour les propriétaires.
- Un "encadrement des loyers" qui consiste à aligner tous les loyers, même les moins chers, sur une même moyenne, dans des quartiers où les loyers sont déjà trop chers.
- Permettre aux propriétaires de se faire payer par l'état en cas d'impayé de loyer, et laisser l'état se charger de recouvrer les impayés.
- Réglementer les agences immobilières, qui de toutes les manières n'acceptent plus nos dossiers parce que nous ne gagnons pas assez.
- Punir le locataire qui n'arrive pas à payer en lui infligeant une pénalité jusqu'à 30% du prix du loyer par mois de retard !
- Rendre plus transparente l'attribution des logements sociaux ! (On nous a déjà dit ça il y a 10 ans...)

LE CHANGEMENT, C'EST QUAND ?

Le gouvernement a choisi son camp. Il est plus important pour le parti socialiste et ses alliés de satisfaire les intérêts des spéculateurs, rentiers, businessmen et autres capitalistes, que de répondre à ce besoin essentiel et vital qu'est un logement correct pour tous.

On le voit bien à Paris dans les quartiers populaires où, depuis des années, les habitants les plus précaires sont chassés et remplacés par une population plus aisée. La politique du logement social menée par la mairie y participe grandement. Ainsi la priorité pour nos élus (de droite comme de gauche), est de faire dans ces quartiers du logement social pour les "classes moyennes", pas pour les précaires, et de contribuer ainsi à l'augmentation des prix de l'immobilier. Comme le dit **Jean-Yves Mano** (**adjoint chargé du logement (P.S) à la mairie de Paris depuis 2001**):

« *Un dispositif totalement informatisé [d'attribution des logements sociaux] qui se voudrait équitable favoriserait automatiquement les plus précaires aux dépens de nos efforts pour maintenir les classes moyennes à Paris* » (!), **22/09/2012**, dans le journal « **le Monde** ».



Quelques chiffres:

-EVOLUTION DE LA POPULATION HABITANT À PARIS ENTRE 1999 ET 2009:

CADRES ET PROFESSIONS INTELLECTUELLES SUPÉRIEURES:	+ 6 %
OUVRIERS ET EMPLOYÉS:	- 3 %

-LOGEMENTS VIDES À PARIS: 130 000.

-BUREAUX VIDES À PARIS: 1,4 MILLIONS DE MÈTRES CARRÉS.

-NOMBRES DE DEMANDEURS DE LOGEMENTS SOCIAUX À PARIS: 137 000.

-NOMBRE DE S.D.F MORTS DANS LA RUE EN 2012: 439.

(CHIFFRES: INSEE ET COLLECTIF "LES MORTS DE LA RUE")

Il est clair que le changement de politique ne viendra pas de ceux qui nous gouvernent. Eux qui sont bien logés et qui tirent profit de la situation. Nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes, notre solidarité et notre ténacité pour faire bouger les choses. Ne restons plus isolés, organisons-nous et luttons pour arracher des logements.

RASSEMBLEMENT

samedi 30 novembre à 14 heure

Place de l'Hotel de Ville de Paris (métro: Hotel de ville)



Collectif des mal-logés du 18eme sans frontières
Réunion tous les dimanches à 15h, 13 Bd de Strasbourg
Métro : Strasbourg-Saint-Denis
Contact : 06 50 51 91 90 – cml18sf@gmail.com
06 86 56 84 55